

Recherches sociographiques



Marie-Agnès BARRÈRE-MAURISSON et Diane-Gabrielle TREMBLAY (dirs), *Concilier travail et famille. Le rôle des acteurs, France-Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 456 p.

Renée B. Dandurand

Volume 51, numéro 3, septembre-décembre 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045444ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045444ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

B. Dandurand, R. (2010). Compte rendu de [Marie-Agnès BARRÈRE-MAURISSON et Diane-Gabrielle TREMBLAY (dirs), *Concilier travail et famille. Le rôle des acteurs, France-Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 456 p.] *Recherches sociographiques*, 51(3), 491–494. <https://doi.org/10.7202/045444ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

territoire (sur)mobilisant les acteurs, les compétences nécessaires pour coordonner et animer de telles interventions, analyser et agir en tenant compte des rapports de pouvoir, ainsi que la nécessaire participation citoyenne et les difficultés associées à sa mise en place. Comment surmonter ces défis, notamment celui de la mobilisation citoyenne ? La question est posée. J'ai apprécié la dimension critique, quoique la dynamique des pouvoirs entre organismes institutionnels et milieu communautaire se présente, à la lumière de nos propres projets, comme plus complexe qu'une simple recherche d'instrumentation du milieu par l'institutionnel.

L'ouvrage me semble des plus à propos, notamment dans le contexte de la mise en œuvre au Québec du second plan d'action ministériel en matière de lutte contre la pauvreté, où une large place à l'approche territoriale intégrée est annoncée. Le livre donne des clefs pour mieux comprendre les contextes d'émergence de cette approche et de celles qui lui sont apparentées ainsi que les tensions entre les visées étatiques, communautaires et citoyennes présentement à l'œuvre en ce qui a trait à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il se prête également à d'autres contextes. Chercheuse dans un centre affilié universitaire au sein d'un Centre de santé et de services sociaux, je suis conviée à arrimer ma pratique de recherche aux intérêts et préoccupations des praticiens, des groupes communautaires, des utilisateurs de services ainsi que des décideurs. L'ouvrage offre un éclairage intéressant pour décoder ces approches participatives en recherche où les arimages entre groupes du milieu, citoyens et chercheurs sont de mise et présentent par le fait même des enjeux similaires à ceux évoqués. Allier savoirs scientifiques, savoirs pratiques et savoirs d'expériences dans des visées autres qu'instrumentales n'est pas chose aisée et l'ouvrage offre des pistes de réflexion intéressantes. Bref, ce document m'apparaît éclairant, accessible dans le verbe, la forme et le coût. À mettre entre les mains des praticiens, décideurs, étudiants et chercheurs interpellés par la mobilisation des communautés et de divers partenaires dans le changement social afin d'en comprendre les enjeux et d'identifier des pistes d'action.

Lucie GÉLINEAU

*Professeure associée,
Département de médecine sociale et préventive
et École de service social,
Université Laval.
luciegelineau@ssss.gouv.qc.ca*

Marie-Agnès BARRÈRE-MAURISSON et Diane-Gabrielle TREMBLAY (dirs), *Concilier travail et famille. Le rôle des acteurs, France-Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 456 p.

Les responsables de cet ouvrage s'intéressent depuis plusieurs années à la conciliation travail-famille, l'une en France, l'autre au Québec. Leur association dans un programme de recherche commun devait leur permettre de systématiser les données et les analyses concernant l'emploi, la fécondité et la parentalité dans ces deux pays, de les comparer mais aussi d'explorer le rôle de ces acteurs qu'elles

qualifient d'« intermédiaires » – les entreprises, syndicats, associations, municipalités, etc. – qui interviennent sur la scène publique entre les décideurs et les bénéficiaires des mesures, programmes ou politiques en faveur de la conciliation travail-famille. En examinant la contribution de ces acteurs, les chercheuses tentent de déterminer comment leur place et leur rôle contribuent à configurer des modèles de gouvernance particuliers (p. 16) et différents. Selon elles, le modèle français serait fondé sur des institutions qui sont des partenaires de l'État, lequel coordonne leurs actions, alors que le modèle québécois serait plus inclusif et donnerait prévalence aux initiatives des acteurs citoyens (p. 434).

Sur un sujet aussi vaste, regroupant une trentaine de collaborateurs, le livre présente cinq grandes parties. La première traite de la régulation et de la gouvernance de la conciliation travail-famille en France et au Québec, et porte la signature des auteures principales. Barrère-Maurisson insiste d'abord sur le défi majeur qu'a représenté pour la France le maintien d'un taux de natalité élevé en même temps qu'une forte activité féminine : c'est ce qu'elle appelle l'exception française. Elle montre qu'en matière de conciliation famille-emploi, depuis les années d'après-guerre et au gré des transformations économiques, sociales et politiques, se sont succédé des *modes de régulation* fondés d'abord sur la place de la famille – le familialisme – et, après 1970, sur la place des femmes – le féminisme – et enfin, depuis les années 1990, sur la place de l'enfant – le parentalisme. Cet aperçu historique met très bien en lumière le contexte dans lequel s'est située, en France, la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle. Dans l'article qui suit, Diane-Gabrielle Tremblay adopte le concept de gouvernance plutôt que celui de régulation, pour présenter le contexte récent de la conciliation famille-travail au Québec. Réduite aux trente dernières années, la présentation porte sur les acteurs sociaux qui ont présidé à l'implantation et aux transformations de la politique familiale québécoise. Un tour d'horizon plutôt rapide et basé sur de minces références amène l'auteure à formuler l'hypothèse d'une *gouvernance inclusive*, c'est-à-dire une gouvernance qui met en lumière non seulement l'existence d'une société civile, mais aussi une certaine ouverture gouvernementale envers les revendications de ces groupes et acteurs (de la société civile) (p. 76). Ce modèle de gouvernance diffère de celui observé en France et dans d'autres pays où l'État est l'acteur principal des politiques familiales (p. 76). Une discussion plus poussée s'imposerait ici : ne sous-estime-t-on pas le rôle qu'ont tenu au Québec les décideurs et les acteurs du politico-administratif ? Comment cette *hypothèse*, basée au premier chapitre sur une courte recherche historique, peut-elle devenir un *constat* en conclusion de l'ouvrage ? Les propositions en provenance des chapitres intercalaires le justifient-elles ? L'analyse centrale du livre – insuffisamment poussée à notre avis, car ne reprenant pas systématiquement les données en provenance des acteurs intermédiaires – permet-elle de passer de l'hypothèse au constat ?

Les seconde et troisième parties de l'ouvrage explorent plus en profondeur les données statistiques – démographiques surtout et souvent modulées selon le genre – portant sur la fécondité, l'emploi et la situation de parent. On aborde également les questions de la qualité de l'emploi, de l'emploi décent et de la flexicurité.

Les rapprochements entre la France et le Québec intéresseront beaucoup les comparatistes. En voici quelques exemples. Au chapitre des ressemblances, si on note des préoccupations sociétales relativement proches : la préservation d'un niveau d'emploi important allié à une démographie favorable (p. 433), on souligne aussi l'existence de transformations assez analogues des structures familiales, le fait que les inégalités hommes-femmes se creusent au moment de l'arrivée des enfants, la présence de politiques actives de conciliation travail-famille, etc. Du côté des différences, apparaissent les rapports des parents au temps domestique et professionnel : les mères québécoises participent davantage que les françaises au marché de l'emploi quand elles ont des enfants de moins de trois ans, alors que les pères québécois assument une part plus importante du travail domestique que les pères français ; les congés de paternité sont en France de deux semaines depuis 2002, alors qu'en 2007, à la faveur de la nouvelle assurance parentale québécoise, 60 % des pères prenaient un congé de trois à cinq semaines (p. 22). La comparaison des mesures et politiques en vigueur dans chaque pays, n'est pas menée aussi systématiquement que celle des données statistiques. Si on laisse entendre que les services de garde à la petite enfance et les congés de paternité sont actuellement plus avantageux au Québec qu'en France, la comparaison des mesures fiscales entre les deux pays n'est pas abordée. Un chapitre comparant les politiques familiales des deux pays aurait été fort éclairant et aurait été plus conforme au sous-titre de ce livre. Mais il importe de souligner que, sur les autres facettes de la conciliation travail-famille, les deux parties de l'ouvrage à visée comparative comportent des analyses rigoureuses et des informations propices à une réflexion souvent nouvelle.

Les deux dernières parties de l'ouvrage portent sur les acteurs intermédiaires, qui sont souvent eux-mêmes les signataires des chapitres. On est ici devant un éventail très large d'acteurs sociaux : les entreprises et les syndicats, les institutions chargées de l'enfance et de la famille et enfin les villes et les régions. Chacun présente ses positions en ce qui regarde la conciliation famille-emploi et critique les interventions gouvernementales ou celles des autres acteurs intermédiaires. Sur un sujet assez rarement abordé, il y a là un premier recueil de données, une première exploration parfois riche mais qui mérite nettement d'être davantage examinée et problématisée, en particulier pour ce qui est des milieux de travail.

En somme, ce livre présente des données statistiques et des analyses tout à fait pertinentes concernant l'emploi, la fécondité, la parentalité et leur conciliation en France et au Québec. Il propose également des analyses valables sur les contextes sociohistoriques qui ont présidé à l'implantation d'interventions publiques pour harmoniser vie professionnelle et vie familiale. Il donne un premier aperçu de la contribution des acteurs intermédiaires à la conciliation famille-emploi. De façon moins systématique, l'ouvrage analyse les politiques, les mesures et les initiatives mises en place, ces dernières années, par les gouvernements et la société civile dans ces deux pays. Du côté du Québec, l'hypothèse d'une gouvernance inclusive par les acteurs citoyens, bien qu'elle soit une observation de sens commun et une hypothèse tout à fait plausible, n'est pas entièrement confirmée dans

l'ouvrage. S'imposerait une analyse plus approfondie de l'ensemble des acteurs gouvernementaux et intermédiaires sur la conciliation travail-famille.

Renée B. DANDURAND

INRS-Urbanisation, Culture et Société.

renee.b-dandurand@ucs.inrs.ca

Gilles PAQUET, *Crippling Epistemologies and Governance Failures*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2009.

Le livre de Gilles Paquet figure parmi un nombre croissant de critiques sévères des sciences sociales. Il devrait être d'un grand intérêt pour tous ceux qui travaillent dans ce domaine universitaire. À une attaque en règle dirigée vers les disciplines des sciences sociales, le comportement des universitaires et leurs méthodologies, l'auteur jumelle une vive critique des méthodes et des processus de la gouvernance. Les faiblesses épistémologiques des sciences sociales sont par conséquent à la racine des insuffisances de la gouvernance dans nos sociétés, ce qui constitue un lien entre les deux sujets du livre.

Pour Paquet, le problème des sciences sociales, c'est qu'elles sont passées d'une concentration originale sur la nature de la société à une obsession pour la méthode. Essentiellement, cette méthode est le scientisme, avec comme résultat que les sciences sociales actuelles génèrent une conscience fautive, une forme de connaissance qui est tronquée, biaisée et défectueuse, donc peu utile pour comprendre la société. La deuxième partie du livre est consacrée à une analyse critique des failles dans les modes de gouvernance des sociétés et des organisations. Une gouvernance qui inclurait tous les participants serait l'antidote aux formes de gouvernement hiérarchiques et centralisées. Dans sa critique, Paquet a mis l'accent sur les faiblesses infrastructurelles d'information, d'évaluation, de responsabilité et de dessein. Plusieurs chapitres présentent des cas pratiques au Canada portant sur le processus de responsabilité et les politiques scientifiques et étrangères.

Paquet propose des remèdes qu'on pourrait qualifier de radicaux. Il faut surmonter les biais causés par le réductionnisme qui limite d'une façon simpliste les aspects de la réalité et des motivations prises en compte par la recherche. Tout comme des guildes médiévales fermées, il faut sortir les universitaires de leurs prisons mentales qui les empêchent d'avoir une juste perception des suppositions erronées qu'ils avancent. Cette ouverture viendra d'une expérimentation plus large reliée à une collaboration menant à un apprentissage social. Paquet endosse la méthode « phronétique » (d'Aristote en passant par Bent Flyvberg) qui se fonde sur la réalité, porte une attention aux circonstances contextuelles (p. ex. historiques, psychosociales), exige l'organisation de l'action collective nécessaire et reconnaît la centralité d'un dialogue significatif entre tous les participants. Il faut aussi une approche réflexive qui permet à un groupe d'apprendre de sa propre expérience. De plus, il faut une capacité d'analyse critique, une philosophie de sources ouvertes, et la coordination de la collaboration pour que chaque citoyen devienne un